
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61470

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

im besonderen personenbezogene Polizeiakten und die Bestände des Verlages Cotta und der Augsburger *Allgemeinen Zeitung* hinzugezogen werden. Eine singuläre Leistung liegt in der Zusammenstellung eines Samples von 781 Journalisten, das unter kollektivbiographischen Aspekten über das gesamte 19. Jh. hinweg ausgewertet wird. Die Ergebnisse revidieren viele, selbst in der Forschungsliteratur liebgewonnene Vorurteile. R. kann nachweisen, daß die – in ihren professionellen Konturen zweifellos diffuse – Gruppe der Journalisten keineswegs durch mangelnde Bildungsqualifikationen oder proletarische Lebensbedingungen sozial gekennzeichnet war, wie es zeitgenössische Polemiken immer wieder nahelegten. Auch wenn weder starke Berufsorganisationen noch feste Ausbildungswege oder ein klares Expertenwissen existierten, so entwickelte sich doch seit der Einrichtung von Redakteurstellen im Vormärz ein zunehmend attraktives Arbeitsfeld. Es ließ den Journalismus mit den 1870er Jahren zum »Lebensberuf« werden, der weite Gehaltsspannen barg, das heißt: auch ungewöhnlich hohe Gehälter offerieren konnte (bei Cotta zum Beispiel) und soziale Distinktionsmechanismen entwickelte. Die Untersuchung weist einen hohen, nur allmählich absinkenden Anteil von Akademikern, eine stets über 50% liegende Rekrutierung aus Bildungsbürgertum und Beamtenfamilien und eine deutliche Unterrepräsentation von Katholiken auf.

Solche und andere Detailergebnisse ermöglichen dem Verf. immer wieder, gängige Forschungsmeinungen zu korrigieren, zum Beispiel mit Blick auf die Perhorreszierung der Generalanzeiger, deren innovatives Potential gewürdigt wird, oder hinsichtlich der Verbindung zwischen Presse und Parteien im liberalen und konservativen Milieu. Die Darstellung hätte allerdings von einer strafferen Überarbeitung und Kürzungen profitiert, um das unnötige Maß an Wiederholungen, illustrierenden Zitaten und Einzelverweisen auf Unzulänglichkeiten in der Literatur abzuschwächen. Die imposante forschnerliche Gesamtleistung wäre auch so außer Frage gestanden.

Andreas DAUM, Washington, D. C.

Wilhelm Heinz SCHRÖDER, Sozialdemokratische Parlamentarier in den deutschen Reichs- und Landtagen 1867–1933. Biographien – Chronik – Wahldokumentation. Ein Handbuch, Düsseldorf (Droste) 1995, 1097 p. (Handbücher zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 7).

Imposant, l'ouvrage de W. H. Schröder ne l'est pas seulement par son volume (1097 pages imprimées en petits caractères), mais aussi et surtout par la masse d'informations qu'il renferme. L'ampleur et la précision de la documentation ici rassemblée font de cette somme un instrument de travail indispensable pour quiconque s'intéresse aux activités politiques des parlementaires sociaux-démocrates, qu'ils aient siégé de 1877 à 1933 au Reichstag, ou dans l'une des diètes régionales (Landtage). En réalité l'auteur suit même ses personnages au delà des élections de mars 1933 puisque, pour chacun d'eux, il nous précise s'il a émigré, s'il a été emprisonné sous le III^e Reich et même s'il a exercé des fonctions politiques en République fédérale ou en RDA après 1945¹.

W. H. Schröder a une grande expérience de ce type d'ouvrage puisqu'il avait déjà publié en 1986 un Biographisch-statistisches Handbuch des députés (et candidats) sociaux-démo-

1 Deux remarques de détail. La notice récapitulative concernant les parlementaires d'Alsace-Lorraine (1918, p. 199) reprend un certain nombre d'informations figurant déjà dans la notice d'Octobre 1911. Les pourcentages des députés sociaux-démocrates du Reichstag ayant été incarcérés sous le III^e Reich ou ayant émigré (p. 335), respectivement 35% et 16%, sont probablement inexacts puisqu'ils se rapportent au chiffre total des parlementaires sociaux-démocrates weimariens (p. 437), dont un petit nombre, décédé avant 1933, ne pouvait donc ni émigrer, ni être incarcéré.

crates au Reichstag entre 1898 et 1918, auquel l'auteur renvoie à propos de la discussion sur les sources et la méthode. Le présent volume est divisé en cinq parties: une «chronique» (p. 97-340) qui résume année par année, au niveau du Reich et des États qui le composent, les événements (congrès du parti, élections) qui concernent directement les parlementaires sociaux-démocrates; les biographies des parlementaires (p. 341-821); des statistiques électorales et les modes d'élection (p. 823-889); une bibliographie sélective et de multiples index (149 pages).

Ce sont évidemment les deux premières parties: Chronique et surtout Biographies qui constituent le cœur de l'ouvrage. Au total 2427 parlementaires sociaux-démocrates ont été recensés au cours du demi-siècle étudié. Dans chaque biographie sont précisés (autant que les sources le permettent) la profession du père, la confession du parlementaire, les métiers qu'il a appris et exercés, la durée des mandats électifs, le lieu de naissance et de décès, mais aussi les fonctions exercées dans les diverses organisations ouvrières (syndicats, coopératives, journaux du parti, etc.).

A la fin de chaque période (Empire, République de Weimar) des données statistiques globales permettent de comparer l'origine sociale, le degré d'instruction, la profession, etc. des parlementaires sociaux-démocrates ayant siégé dans des Assemblées sous l'Empire ou la République. Ce qui ressort de cette comparaison c'est la stabilité. Par exemple la proportion des députés sociaux-démocrates du Reichstag qui n'ont fréquenté que l'école primaire est dans les deux cas très élevée. Elle est même plus forte sous Weimar que sous l'Empire (67% contre 60%). Dans les deux cas la très grande majorité d'entre eux (71% et 67%) a appris un métier manuel, mais au moment de leur élection plus des deux tiers étaient employés d'une organisation ouvrière. En revanche, entre 1919 et 1933, 7% des députés sociaux-démocrates élus au Reichstag occupaient, au moment de leur élection, une fonction dans l'appareil d'État, ce qui n'était évidemment pas le cas sous l'Empire. Le nombre de ces parlementaires qui déclarent n'être plus membre d'une église est, dès avant 1918, très élevé (69%) et il s'accroît encore sous la République (76%).

Ces quelques exemples donnent une idée de la profusion et de la précision des informations contenues dans un ouvrage qui mérite de figurer dans toutes les grandes bibliothèques.

Gilbert BADIA, Paris

Klaus HILDEBRAND (Hg.) unter Mitarbeit von Elisabeth MÜLLER-LUCKNER, *Das Deutsche Reich im Urteil der Großen Mächte und europäischen Nachbarn (1871-1945)*, München (R. Oldenbourg) 1995, VIII-232 p. (Schriften des Historischen Kollegs, Kolloquien 33).

Cette publication qui est préfacée par Klaus HILDEBRAND, rassemble les treize communications présentées au colloque de l'Historisches Kolleg (juillet 1993). Le thème, «Le Reich allemand au jugement des grandes puissances et de ses voisins européens, 1871-1945», était vaste et difficile à cerner. Chaque intervenant devait prendre en compte une tranche chronologique au cours de laquelle s'étaient succédés trois régimes politiques et où les deux ruptures de 1870/71 et 1918/19 avaient modifié ou infléchi les perceptions et les jugements sur l'Allemagne.

Le concept même de «jugement des grandes puissances et des pays voisins» est susceptible de multiples variables. Quel jugement? Celui des diplomates et des journalistes informés? Celui des hommes politiques et des gouvernants? Celui des diverses catégories sociales? Celui de l'homme de la rue? Comment apprécier les réactions d'opinions publiques souvent divisées alors que la technique des sondages était encore dans ses balbutiements? Quant aux jugements eux-mêmes ils découlent de critères qui varient selon les pays: la plus ou moins grande proximité géographique, la nature et la qualité des informations diffusées